

LA REVUE

urbanisme

400 NUMÉROS En revisitant la collection **6/**
PARTENAIRES La démarche « Passages » **14/**
PLANÈTE Brasilia en danger? **22/**
L'INVITÉ Christian de Portzamparc **70/**

www.urbanisme.fr

Pirntemps
2016

n° **400**

20 €

1 240087 460185

villes / sociétés / cultures



DOSSIER

Changer de vision

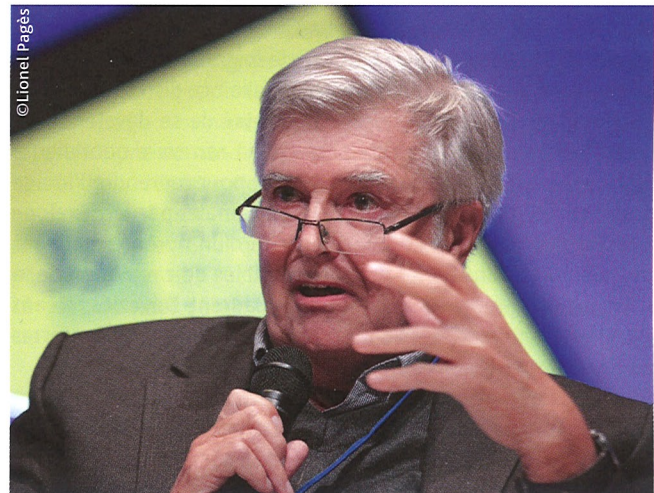
32/

/ L'économiste et le géographe : territoires et réseaux

Dialogue entre les chercheurs **Pierre Veltz** et **Martin Vanier** autour de la question des territoires à l'heure de l'hyperpolarisation et du capitalisme réticulaire.



Le géographe Martin Vanier



L'économiste Pierre Veltz

Dans un premier temps, nous pourrions aborder la notion de territoire. Pierre Veltz, vous en faites la pierre angulaire de votre analyse des mutations économiques, alors que vous, Martin Vanier, pensez un « au-delà des territoires », titre qui fut envisagé pour votre dernier ouvrage, *Demain les territoires*.

Martin Vanier / Je ne remets pas en cause l'importance de comprendre une économie, un rapport social, un processus urbain dans le ou les territoires qui les spécifient. Mais l'attention territoriale a été poussée à un point qui confine aujourd'hui à l'aveuglement symbolique. La première fois que je lis Pierre Veltz, en 1987, c'est un petit article issu d'une étude pour la Caisse des Dépôts, « Nouvelle économie, nouveaux territoires », et l'attention portée aux réseaux et aux flux y était très forte. Depuis, la notion de territoire a été capturée par une pensée politique et une idéologie collective qui lui ont donné une importance démesurée. Ces deux matrices, politiques et culturelles, ont coloré cette notion d'une façon qui éloigne de la compréhension du monde contemporain, en accentuant l'approche localiste, l'homogénéité interne et la

promesse de proximité. Ces accentuations ont fini par rendre invisible l'économie des flux. Cette idéologie vient de différentes positions, elle n'est pas univoque, elle est compliquée à réfuter. Yves Chalas a écrit : « *La ville devient co-extensive du territoire* ». J'aime cette formule parce qu'elle nous invite à projeter le phénomène urbain au-delà des limites urbanistiques du XIX^e siècle et à comprendre le territoire tout en réseau. La ville a rattrapé le territoire par ses réseaux. Mais tout se passe comme si, en retour, le territoire enserrait la ville dans ses limites politiques et institutionnelles, et imposait beaucoup de fixité à la pensée urbaine là où il y a de plus en plus de flux.

Pierre Veltz / Martin Vanier a raison de rappeler le contexte historique, les conjonctures intellectuelle et politique dans lesquelles la notion de territoire s'est affirmée en France. Dans les années 1980-1990, nous avons connu la décentralisation, mutation évidemment majeure de la structure politique, mais aussi le passage de l'aménagement du territoire (au singulier) au développement des territoires (au pluriel), renversement de modèle auquel a beaucoup contribué ma génération de chercheurs. L'époque où ■■■

... l'État aménageait de manière *top-down* la France, en déplaçant les grandes usines comme des soldats sur un champ de bataille, en créant de très grands pôles comme Fos, Dunkerque, etc., était révolue. Plutôt que de penser le développement local comme résultat d'un processus de redistribution, il fallait désormais le penser comme un processus de création. J'avais écrit en 1994 un petit livre, *Des territoires pour apprendre et innover*, largement diffusé par la DATAR, qui était en fait une critique radicale de l'ADN de la DATAR. Mais, bien entendu, penser le développement national comme addition de processus territoriaux endogènes est aussi absurde que la vision inverse ancienne. Or il est vrai que nous sommes arrivés, dans certains milieux, à une forme de sacralisation du principe territorial. La DATAR a inventé les « pays », nom qui fleure bon l'Ancien régime, puis les « systèmes de production locaux », manière assez velléitaire de ressusciter les districts industriels laminés par le développement des Trente Glorieuses, à une époque où les districts italiens étaient très à la mode. La capture du discours sur le territoire par une vision localiste, identitaire, souvent ruraliste, est devenue flagrante. Un de mes slogans favoris a toujours été : « *Le principal ennemi du développement local, c'est le localisme* ». Parce qu'en réalité, les territoires qui marchent, ce sont les territoires ouverts, connectés. C'est le cas – exemple entre cent – du Pays basque espagnol, identitaire s'il en est, mais les Basques n'ont pas oublié qu'ils étaient des hommes et des femmes de migrations et de réseaux. Le paradoxe est que, pendant que s'installait ce discours localiste oublieux des flux, ces derniers n'ont cessé de se développer. À l'échelle locale, par le fait de passer d'un territoire quotidien à 5 km à un territoire quotidien à 30 km, pour reprendre l'image parlante de Jean Viard. À l'échelle nationale, par le développement du TGV, la multi-appartenance d'un nombre croissant de personnes, sans parler des flux invisibles de circulation de la richesse, pour reprendre le terme de Laurent Davezies, créant entre les territoires des solidarités objectives beaucoup plus fortes que celles que les gens imaginent. Et, bien sûr, à l'échelle internationale. Nous avons écrit dès les années 1990 que les économies régionales n'existaient plus en France, qu'il n'y avait qu'une économie française elle-même en train de s'intégrer dans une économie de plus en plus globale. J'ajoute qu'il est important de distinguer cette mise en réseau des territoires, ce maillage-tissage d'« inter-territorialité » – pour reprendre un des termes favoris des ouvrages de Martin Vanier – du processus de polarisation. Ce sont deux choses différentes. Dans mon livre sur l'économie d'archipel (*Mondialisation, villes et territoires : une économie d'archipel*, PUF, 1995), j'avais critiqué la thèse trop focalisée sur les districts locaux, reprise par Alain Lipietz dans l'ouvrage *Les Régions qui gagnent* (PUF, 1992), en insistant sur le développement des métropoles, dont la montée relève d'un processus de polarisation très puissant, à l'échelle mondiale.

On a envie de vous entendre sur ces métropoles qui polarisent des réactions négatives au nom d'une France périphérique. À l'inverse, les identités territoriales jouent un rôle réel dans le positionnement de certains territoires dans la mondialisation...

P. V./ Une nouvelle problématique du local et du global a émergé dans les années 1990-2000. Je ne renie rien de ce que j'ai écrit sur le fait que le territoire, à toutes les échelles, y compris très locales, est un atout essentiel dans la mondialisation, non pas de manière automatique, mais dans la mesure où il existe en

tant que matrice de ressources relationnelles, essentielles dans l'économie contemporaine, et où il injecte dans l'économie des valeurs telles que la confiance. Je reprends l'exemple du Pays basque : une confiance de base existe du fait de la densité des relations interpersonnelles, c'est un atout considérable dans un monde ouvert. Mais il y a d'autres opérateurs de confiance entre les acteurs qui leur permettent de se serrer les coudes dans la conquête du grand large. Les diasporas fonctionnent de la même façon. Une diaspora, c'est du réseau de confiance quasiment à l'état pur. Et c'est vieux comme le monde. Il n'y a pas que le territoire qui produit de la confiance, de la loyauté, les réseaux aussi en génèrent.

M. V./ Le territoire est idéologiquement peu construit pour faciliter cette transformation culturelle des acteurs économiques, cette mutation quasi anthropologique de la façon dont on peut se penser français dans le monde. Un territoire n'a pas 36 échelles, il n'en a qu'une ; un réseau, c'est l'inverse. C'est pourquoi la métropole est l'objet d'une bataille politique. Elle dit : « *Je suis l'espace par lequel on peut accéder au local et au global. Je suis ici et très loin. Je suis l'endroit de la proximité des circuits d'échanges et je suis aussi dans des boucles plus ouvertes, mondiales* ». Cette conception bouscule celles qui promettent une unité d'échelle quand il s'agit de définir un problème, ses solutions, ses acteurs, ses organisations, etc. Il y a forcément un choc politique et de construction des organisations. Il est paradoxal que, après plus de vingt ans de travaux sur la question métropolitaine, on en vienne à une sorte de malentendu sur le fait métropolitain. Considérant qu'il est porteur d'une injustice, que l'on aurait poussé la barre trop loin, que c'est une négation d'une partie de la France, des discours fabriquent une quasi-unité politique anti-métropolitaine. C'est dangereux et consternant : qu'est-ce que nous n'avons pas su expliquer ou pas su construire ? Nous avons forgé une compréhension métropolitaine de la France, qui est raccord avec la réalité, mais du point de vue des gens, ce n'est pas réussi.

Les territoires qui marchent, ce sont les territoires ouverts, connectés

P. V./ Les Français n'ont pas conscience de l'ampleur du processus de métropolisation à l'œuvre dans le monde, et qui s'est considérablement renforcé pour différentes raisons, le numérique allant lui aussi, paradoxalement,

dans le sens de la polarisation. Ce monde extrêmement polarisé, on n'en connaît en France et en Europe que des formes très atténuées. Parce que nous avons une petite taille de territoire, une grande densité d'infrastructures, des processus de redistribution, de mobilité interne, un réseau urbain ancien et solide. Si on compare avec le divorce qui se creuse entre les métropoles et le reste du territoire en Russie, en Inde ou en Chine, la situation française est très différente. Même aux États-Unis, comme le reflète la désastreuse campagne électorale des primaires, le *gap* entre les villes de la côte Est et de la côte Ouest où se concentrent les gens qualifiés et le reste du pays devient abyssal. Je suis surpris par la virulence du débat sur la métropole en France alors que nous sommes un pays relativement lisse, en dehors de quelques régions en grande difficulté, dans l'Est notamment.

Selon Martin Vanier, nous sommes aussi le pays d'un capitalisme réticulaire qui participe à la redistribution mais échappe aux régulations. Peut-être faut-il expliquer d'abord ce qu'est ce capitalisme réticulaire ?

M. V./ C'est une proposition qui a l'ambition de regrouper dans

une même lecture les mutations des grands groupes de services urbains qui se recyclent dans d'autres approches comme la transition énergétique ou la ville intelligente, la déréglementation des monopoles publics qui eux-mêmes se capitalisent, et un ensemble de phénomènes qui participent de la redistribution des positions – ce qu'on appelle l'ubérisation – avec l'apparition de nouveaux acteurs, y compris des micro-agents économiques. Ce que fait La Poste, ce qui se passe dans l'équipement numérique du territoire, ce qui se joue dans le marché des transports, tout cela peut être raconté dans un même ensemble en proposant un prisme, le capitalisme réticulaire, qui n'efface pas les autres mais permet de situer les puissances économiques. Et donc de poser la question de l'espace politique pertinent pour le réguler. La réponse de la France des territoires, construite pièce par pièce depuis trente ans, ne semble pas la bonne.

P. V./ Il y a des capitalismes (au pluriel) et de multiples formes de réseaux. Le point important est de comprendre dans quelle économie politique nous sommes. Une donnée nouvelle est décisive : la connectivité, l'extrême fluidité de circulation des informations, des biens, et d'une partie des hommes – avec ce contraste explosif entre ce que Jacques Lévy appelle les « élites cinétiques », hyper-mobiles, et tous ceux dont on ne veut pas qu'ils circulent. C'est une contradiction qui nous saute à la figure en Europe du fait de notre position géopolitique. Et ce n'est que le début !

Cette connectivité, que produit-elle ? Un synchronisme technologique sur la planète qui fait que l'on passe d'un monde en strates, composé de grandes zones (nationales ou supranationales) relativement homogènes en interne, avec des niveaux technologiques et industriels différents et des décalages de développement dans le temps, à un monde de pôles et de réseaux, où tous les grands hubs et pôles mondiaux sont plus ou moins au même niveau – où les usines brésiliennes sont aussi productives que les françaises ou les américaines, par exemple – et où les inégalités sont internes aux anciens blocs nationaux et supranationaux. Les systèmes de production sont de plus en plus fragmentés, s'organisent en chaînes de valeur mondialisées, grâce aux grands réseaux de fibre optique et au transport maritime conteneurisé qui casse les coûts de la distance, mais s'appuient sur ces pôles. Dans ce monde, enfin, les « externalités de réseau » jouent un rôle décisif. Pour un usager, le réseau est d'autant plus intéressant qu'il est vaste. Or, dans le numérique, ces externalités prennent une dimension explosive, en taille et en vitesse de diffusion. Du jour au lendemain, une boîte californienne peut monter en puissance à l'échelle mondiale, c'est l'exemple d'Uber, ou d'Amazon qui devient une sorte de magasin universel. Mais, pour que cette montée en taille soit possible, il faut des ressources financières énormes. Cela explique que le numérique soit devenu une machine à ramener de la valeur vers son pays d'élection, les États-Unis, plus spécialement vers un certain nombre de pôles urbains où technologie et finance se rencontrent, l'Europe étant aujourd'hui une sorte de « colonie numérique ». Je vois donc se profiler le risque d'une économie d'archipel duale, avec des zones intégrées, dans les pays émergents ou dans les pays développés, et d'autres à l'abandon. Ce n'est acceptable ni éthiquement ni politiquement de laisser une partie de la population du monde en friche, condamnée à l'inutilité, comme le dit Pierre-Noël Giraud (*L'Homme inutile*, Odile Jacob, 2015), il y aura un retour de balancier. On pensait que le numérique allait servir à étaler les choses ; en réalité, il marque l'apogée de

la polarisation. Il est vrai que, parallèlement, on voit émerger des systèmes locaux en tout ou partie « *off the grid* », les systèmes énergétiques par exemple, qui diversifient localement tout en étant interconnectés.

Face à l'ubérisation, quelles sont les possibilités de régulation ?

P. V./ La régulation consiste forcément en un compromis entre d'une part le centrage territorial, parce que les institutions restent liées aux périmètres territoriaux – on n'a pas encore inventé le politique en réseau – et d'autre part l'ouverture réticulaire. Si nous avons du mal en France à trouver ce compromis, le problème est plus crucial encore au niveau supranational. La régulation européenne vole en éclats. On parle beaucoup des paradis fiscaux. Mais le transport maritime, colonne vertébrale de la mondialisation, est très peu et très mal régulé. Les pavillons de complaisance sont aussi choquants que les paradis fiscaux ; les bateaux utilisent du *fuel* lourd, la pollution maritime sur toutes les zones côtières de la planète est considérable, etc.

M. V./ Que, dans le dialogue ou le bras de fer avec les grands monopoles, il faille réarmer le national et l'échelle européenne, c'est une évidence. Mais cela n'invente pas quelque chose de neuf, ces termes-là sont ceux du XX^e siècle. Il existe à côté une forme de contestation de ce capitalisme réticulaire à tendance monopolistique que porte la promesse de l'économie collaborative et du partage : ces modalités d'organisation par le réseau d'une réponse à une demande collective s'inventent par des systèmes démarchandisés ou solidaristes, qui apportent quelque chose de neuf, même si cela rappelle l'économie mutualiste des sociétés pré-industrielles. Sauf que s'y ajoute l'outil numérique qui vient stimuler l'invention sociale.

La part de neuf serait de donner une dimension politique à cette économie du partage, là où les gens se mobilisent, où ils fabriquent des solutions de mobilité, d'accès à l'alimentation, d'offre de services, de production énergétique ou de logements. Une vraie société en réseau se développe, qui mène un vrai combat politique avec les monopoles : à côté d'Uber existe une foultitude d'organisations de l'auto-partage. La bataille est là. Ce qui m'intéresse le plus, c'est de voir comment on peut construire des personnalités politiques dans les réseaux sociaux au sens large du terme, qui sont les cibles de la prédation des monopoles. Parce que les monopoles se constituent en digérant les solutions et en les marchandisant avec la puissance boursière de capitalisation. C'est exemplaire sur la question du *crowdfunding*.

P. V./ Le signe de la vraie nouveauté, de la vraie mutation, c'est l'ambivalence des changements. Il y a des choses inquiétantes, cette fois un peu plus que d'habitude, à cause de la puissance d'expansion technique et financière des grands acteurs du numérique, et du décalage avec nos systèmes de protection. En même temps, j'ai une vision très positive de ce que la société numérique et du partage peut apporter. Le phénomène fascinant est en effet la désintermédiation institutionnelle, l'invention de formes coopératives nouvelles. Toutes sortes d'expérimentations extrêmement intéressantes dans de nombreux domaines renouvellent le paradigme de l'entreprise ou du fonctionnement social. Sans être naïf, il existe un décalage entre un certain discours pleurnichard et protectionniste et la réalité que l'on rencontre, en particulier dans les couches les plus jeunes de la population. ■■■

La part de neuf serait de donner une dimension politique à cette économie du partage

■ Ces nouvelles formes d'économie ne s'expriment-elles pas d'abord dans les territoires ?

M. V./ Rien n'est jamais déterritorialisé. L'ancrage des coopératives, des mutuelles, des associations, des réseaux, etc. est une condition de leur constitution. Les modalités de l'appariement tiennent au fait qu'il y a en commun une proximité, des expériences sociales, des lieux de rencontres. Mais le territoire n'est pas l'horizon de cette activité. Elle naît dessus comme dans un terreau, et le terreau ne fait pas territoire. En matière d'économie agricole, on distingue le terroir et le finage : le premier parle des qualités agronomiques d'un espace productif, de ses sols et de ses conditions climatiques mais, si on veut saisir un périmètre, on parle de finage, avec un tracé, des bords. On peut reconnaître la dimension « terroir » du territoire sans lui appliquer le finage qui ferait qu'une association est territoriale alors qu'elle a des connexions mondiales, des bonnes pratiques qui viennent de loin, des membres qui circulent.

P. V./ C'est là où le tissu métropolitain permet des effets de croisement inattendus qui créent du nouveau, qu'on trouve plus difficilement dans une petite ville de province. Un des moteurs essentiels de la métropolisation, c'est la volonté des jeunes de vivre en ville. Elle est liée à la massification de l'université, les jeunes font des études dans les grandes villes et ne veulent plus les quitter. Je suis frappé aussi de voir à quel point la société parle de sécurité alors que la valeur principale de la nouvelle génération, c'est l'autonomie. Regardez le succès de coopératives d'activité multi-métiers comme Coopaname¹ : les gens ne recherchent pas seulement ces structures pour la sécurité que permet la mutualisation, ils ne veulent plus être dans une entreprise classique, avec des chefs, des sous-chefs. On ne prend pas assez la mesure de ce basculement. La grande ville offre davantage de possibilités.

M. V./ La petite ville n'a en effet guère d'avantages à faire valoir dans l'offre géographique de la France pour ces gens en recherche de réseaux et d'autonomie... Un certain nombre de ces petites villes et villes moyennes sont peu métropolisées, au sens où les connexions avec les métropoles, les interactions, les interdépendances sont faibles. Cependant, il y a en France des situations de zones de faible densité très métropolisées, des endroits qui ont des potentiels de réinvestissement après l'effondrement de l'ancienne économie rurale, avec un marché foncier et immobilier accessible, et qui offrent l'accès à un réseau de mobilité mettant leurs habitants à trois heures ou un peu plus de Paris. Et on se retrouve avec une périphérie parfaitement concernée par ce qu'on vient de décrire. Aujourd'hui, on met l'accent sur les villes de 5 000 à 50 000 habitants, les appeler « villes moyennes » est un abus de langage, il faudrait plutôt parler de petites unités urbaines. Elles n'offrent pas les mêmes qualités de vie et d'environnement que la campagne de faible densité, l'offre de services n'est pas à la hauteur des besoins et le marché immobilier pas aussi favorable qu'on peut l'imaginer : là, il y a un « trou » dans la gamme de l'offre des situations spatiales et sociales. Il y a des territoires perdants, comme il y a des catégories sociales ou des situations culturelles perdantes, bien sûr. Mais il faut freiner la binarisation de la lecture, où il n'y aurait que deux types de situation. Je relève plutôt la reconfiguration d'espaces de faible densité ayant la capacité d'accueillir des populations caractéristiques de ces fonctionnements qu'on vient de décrire.

P. V./ Les thèses de Christophe Guilluy ont utilement ouvert un

débat et attiré l'attention sur le fait qu'il y avait des perdants ailleurs que dans les banlieues des grandes villes. Là où ça dérape, c'est justement dans la vision binaire : les métropoles iraient bien, le reste irait mal... Non, il y a des gagnants et des perdants partout. Il y a toujours beaucoup plus de pauvres dans les grandes villes qu'ailleurs. Et puis on a ce territoire très fractalisé, qu'il faut regarder de près, comme le demande Martin Vanier. Quand on voyage en France, on est frappé par les différences fortes qu'on observe souvent entre deux communes voisines. Cela rejoint mon idée que la France est devenue une sorte de ville, et il y a tellement de flux qui circulent dans tous les sens qu'on ne peut plus décrire cette ville de manière simpliste.

M. V./ Dans les médias notamment, la fracture est plus facilement vendable que la fractale.

P. V./ C'est joliment dit. Nous sommes du côté de la fractale.

M. V./ Parce qu'elle est plus proche de la réalité. J'aimerais revenir sur les concepts de « groupage » et de « dégroupage », que Pierre Veltz a utilisés en conclusion d'un colloque sur les réseaux – à Macon, en 2004 – et développé dans *La grande transition* (Seuil, 2008). Beaucoup de choses se comprennent à travers cet enchaînement qui résout, dépasse ou articule la contradiction majeure entre le flux et le fixe. J'ai redécouvert, grâce aux travaux de recherche d'Antoine Brès² que c'était un thème fondamental des grands urbanistes historiques comme Cerdà, qui a une théorie sur la façon dont flux et fixe font la ville. Quand on réfléchit à l'organisation de l'espace en ces termes, on peut penser qu'en groupant, on agglomère, et qu'en dégroupant, on remet en mouvement. C'est une conception à travailler pour parler de l'urbain contemporain.

P. V./ Je fais le lien avec ce que dit Antoine Picon des réseaux et des infrastructures dans les villes³ : avec le numérique, on sort de la notion de réseau cartographié à la Haussmann. Prenez un outil comme Waz, l'application collaborative de guidage développé par des Israéliens, que Google vient de racheter, et dont les informations proviennent des utilisateurs. Il m'est arrivé de l'utiliser pour rentrer de Saclay⁴ à Paris, c'est extraordinaire, on ne prend pas le même itinéraire deux jours de suite. La ville devient un lieu de navigation et d'expériences événementielles, riches, variées. C'est symbolique de ce qui se passe dans la société. On a de plus en plus de mal à avoir une vision surplombante. Dans un autre registre, c'est la même chose pour les mesures économiques, comme le PIB, qui parfois n'ont plus aucun sens, ni au niveau national ni au niveau régional. On parle de stagnation de la croissance. Mais Wikipédia n'existe pas dans le PIB. On est dans une économie de la qualité où les choses qui créent de la valeur ne sont pas répertoriées dans les agrégats ! Et certains économistes disent que le numérique ne change rien parce qu'il ne se voit pas dans les statistiques. Or c'est justement parce qu'il ne se voit pas dans les statistiques que cela change en profondeur ! C'est un défi majeur pour la recherche urbaine et les réflexions sur la ville. / **Propos recueillis par Antoine Loubière et Jean-Michel Mestre**

¹ Principale coopérative d'activité.

² *Les Figures discrètes de l'urbain généralisé*, Parenthèses, 2014.

³ Notamment dans un colloque à Cerisy animé par Pierre Musso.

⁴ Cf. Pierre Veltz, *Petite ensaclaypédie*, Dominique Carré Éditeur, 2015.